

Inès BEN SLAMA, *En République. Une histoire matérielle de la guerre franco-prussienne et des communes dans les grandes villes du sud de la France (Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux), 1870-1871*, sous la direction de Quentin DELUERMOZ et Jean-François CHANET, Université Paris-Cité, soutenue le 11 juin 2024.

Qu'est-ce que la République en 1870 ? Il s'agit dans ce travail d'envisager à nouveaux frais un moment fondateur de la Troisième République. Cette thèse vise ainsi à comprendre ce qu'a pu signifier, pour les populations urbaines du sud de la France, la transition politique entre le Second Empire et la Troisième République, en pleine guerre franco-prussienne. Les archives conservées localement, plusieurs centaines de cartons dans les dépôts municipaux et départementaux, offrent une voie presque inépuisable et, bien souvent, inexplorée : à l'exception des cartons sur les communes, la plupart des documents n'avaient fait l'objet d'aucune étude. Il s'agit ainsi de partir de la guerre et de ses effets complexes dans les villes, dont les communes. Ces mouvements d'indépendance municipale ont concentré l'attention de l'historiographie au sujet du sud de la France, au lendemain des événements, puis dans les années 1950-1970, en plein essor de l'histoire ouvrière. La guerre, en revanche, n'a suscité concernant ces villes que des études de cas dans des ouvrages sur l'ensemble du pays et des passages dans les grandes synthèses sur le conflit. Il s'agit donc dans ce travail d'inverser la perspective, en partant de la guerre et en fondant l'étude sur des sources jamais utilisées, comme les abondantes correspondances entre les citoyens et les administrations républicaines nouvellement installées après la proclamation de la République.

Opérer un décentrage géographique par rapport à la majorité des études sur la période, en s'intéressant au midi de la France, à l'écart des zones de combat et de l'occupation prussienne, invite à s'interroger sur les temporalités révolutionnaires. Pendant l'été 1870, des tentatives révolutionnaires ont lieu à Lyon et à Marseille, et c'est dans ces deux villes que la République est proclamée, dès le matin du 4 septembre, plusieurs heures avant Paris. Si les événements de la capitale sont évidemment déterminants dans le changement de régime, les villes de province prennent en main cette République qu'une partie de leurs élites a souhaitée et mise en place. Les institutions municipales comme départementales sont le reflet de ces volontés politiques portées localement, qui font des villes de véritables laboratoires républicains.

De la guerre à la Commune, deux objets en sont venus à résumer les opérations militaires catastrophiques menées à partir de l'été 1870 et les débuts de la guerre civile dans la capitale : les boutons de guêtre dont pas un, aux débuts des hostilités, ne manquerait à l'armée selon le ministre de la Guerre, et les canons récupérés sur les hauteurs de Montmartre par les Parisiennes et Parisiens qui

les avaient financés. Le poids de ces deux objets dans la mémoire collective au sujet de la période invite à aborder la matérialité du politique, l'incarnation des idées, voire des événements, dans des objets dont les significations dépassent parfois les usages. Les fusils sont ainsi au cœur de la transition politique, de leur large diffusion au lendemain du 4 septembre à leur disparition progressive de l'espace public à partir de la fin du printemps 1871.

Loin d'être figée dans ses significations, l'idée de République est travaillée par ces données matérielles, qui ouvrent une autre histoire des idées. En effet, les appropriations révolutionnaires des lieux et des objets ont elles-mêmes des effets sur les conceptions républicaines. La République imaginée à l'été 1870 n'est pas celle de l'hiver 1870-1871, qui diffère encore de celle du printemps 1871, non dans ses structures ou dans ses références, mais dans les objets qui la représentent, les lieux où elle se donne à voir, les gestes qui l'accompagnent, les bruits qui l'entourent, les symboles qu'on lui associe. Les normes républicaines évoluent en fonction de ces objets et de ces pratiques.

En un siècle qui a posé le genre comme premier critère de classement des individus, devant la classe sociale, l'âge, la religion ou l'origine géographique, il nous a semblé essentiel de le placer au cœur d'une étude renouvelée de ce moment de crise et de transition politique. Défini par Joan Scott comme « l'organisation sociale de la différence sexuelle¹ », il est indispensable à la compréhension des mécanismes d'exclusion multiforme des femmes.

Généralement oubliées dans les appels à la mobilisation patriotique lancés par les municipalités, les citadines sont pourtant, dans la pratique, au cœur de la défense, de la fabrication de cartouches à la prise en charge des blessés. Au-delà de ces fonctions économiques et de soin, elles pénètrent par effraction dans des dispositifs républicains pensés pour les hommes, de l'engagement volontaire à l'appel aux inventeurs, mais aussi, exceptionnellement, dans des lieux du politique qui leur sont théoriquement fermés. Ces écarts par rapport aux normes de genre invitent à penser leur capacité d'agir dans le cadre de la crise et à voir comment les fluctuations de cette *agency* féminine ont des effets sur le processus révolutionnaire des villes.

La participation des femmes aux mouvements insurrectionnels et à leur répression mérite ainsi d'être appréhendée en détail, dans la mesure où elle bouleverse les interprétations des communes provinciales du printemps. En effet, la grille du genre complète, et remet parfois en question les lectures socio-économiques des événements.

La proclamation de la République, le 4 septembre 1870, ouvre donc dans les grandes villes du sud de la France une période qualifiée de « commune » par les contemporains. Alors que la capitale est soumise à un siège, les municipalités du Sud bénéficient en effet d'une inédite autonomie et voient

¹ Joan Scott, *La Citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 15.

se mettre en place des formes de républiques municipales. La première partie de la thèse s'attache ainsi aux dynamiques urbaines du changement de régime. La contestation du Second Empire, à la fin des années 1860, avait déjà vu l'émergence de lieux originaux d'expression du politique, à la croisée des usages anciens et de la modernité haussmannienne, mais aussi des espaces publics et privés : les gares attiraient les foules lors de l'arrivée des opposants républicains les plus renommés et les réunions politiques débordaient des lieux autorisés.

Le 4 septembre 1870, les transferts de souveraineté ne se limitent pas aux instances de pouvoir et aux rues – dans lesquelles la foule exerce un iconoclasme festif –, mais s'expriment aussi par les changements de noms, les renvois de concierges ou les chassés-croisés dans les prisons : appréhendée ainsi, l'on saisit par là les effets concrets de cette transition révolutionnaire. Celle-ci est aussi marquée par les nouveaux usages de la rue, provisoirement réappropriée par de larges pans de la population ; elle s'accompagne d'un foisonnement inédit de la presse et d'une surveillance par les clubs des conseils municipaux nouvellement installés. Au sein des instances publiques, les proscrits de l'Empire remplacent en partie les bonapartistes, écartés des administrations. Dans ce nouvel ordre révolutionnaire, l'anticléricisme apparaît comme un outil d'appropriation républicaine de la ville, en particulier à Lyon et à Marseille, où les frères sont chassés, les couvents mis à la disposition de la ville et les objets qui s'y trouvent largement récupérés par les populations. À Lyon, la municipalité entame aussi la laïcisation de l'enseignement, politique coûteuse qui entraîne nombre de résistances.

En ces lendemains révolutionnaires, l'enjeu du maintien de l'ordre se révèle crucial, d'autant qu'il constitue un champ de participation républicaine pour les citoyens. En effet, parmi les différentes instances du *policing*, celle qui domine numériquement est la garde nationale sédentaire, recrée à l'automne 1870 et qui suppose la participation de tous au maintien de l'ordre. D'autres groupes, dont des milices autoproclamées, lui font cependant concurrence et multiplient les perquisitions et les arrestations, voire les exécutions.

Dans cette parenthèse révolutionnaire marquée par la guerre, une production institutionnelle originale émerge, les comités de défense. Chargés aussi bien de négocier des marchés que d'organiser la préparation des troupes, ils font appel aux citoyens pour qu'ils leur soumettent leurs inventions. Les lettres envoyées à cet effet offrent un accès à l'imaginaire militaire du temps comme à la perception de la menace prussienne par les citadins – dont beaucoup craignent une invasion imminente.

Les villes du Sud mettent en place des politiques de défense inégalement abouties. Le logement des troupes, hommes mobilisés comme volontaires venus du sud de l'Europe, révèle les difficultés logistiques – les camps destinés à accueillir les troupes ne sont réellement fonctionnels qu'une fois la guerre terminée –, de même que les fournitures militaires défectueuses produites pour les villes par des entrepreneurs parfois peu scrupuleux. Lyon est la seule des quatre villes étudiées à préparer son siège – qui n'aura jamais lieu. Elle lance des chantiers de fortification, qui se

transforment en lieu d'ébullition politique, et les bâtiments municipaux croulent sous la farine. La municipalité participe activement à la mise en place de la ligue du Midi, instance de défense supposée organiser l'effort de guerre des départements du Sud. Rapidement vidée de sa substance par les manœuvres de Gambetta, comme ensuite la ligue du Sud-Ouest, son rôle reste cependant limité.

Dans une deuxième partie, la question de la défense et de la République est envisagée sous l'angle du genre, le partage entre hommes et femmes étant alors le premier déterminant de l'organisation sociale. À la fin du Second Empire, la grève des ovalistes permettait déjà de mesurer à quel point le mouvement de ces jeunes ouvrières de la soie représentait une puissante transgression, notamment lorsqu'elles s'approprièrent l'espace public. À l'automne 1870, ce sont cette fois les jeunes hommes qui transgressent l'ordre social en s'engageant sans l'aval des pères, dans une forme de fugue militaire que le nouveau pouvoir peine d'abord à réguler. L'engagement volontaire sur la place publique, spectacle urbain à succès à l'automne 1870, va de pair avec le succès des corps de francs-tireurs, révélant aussi un large refus des hiérarchies militaires traditionnelles.

Comme la mobilisation des citoyens dans la garde nationale, qu'elle soit envoyée au front (mobile) ou destinée à maintenir l'ordre urbain (sédentaire), cet engagement suppose une rupture majeure : la plupart des hommes sont désormais armés, y compris en ville, ce qui multiplie les interactions violentes. Le service dans la garde nationale sédentaire se double en outre d'une sociabilité masculine alcoolisée, à laquelle certains cherchent d'ailleurs à échapper en dépit de l'obligation théorique. Beaucoup en revanche adoptent une tenue martiale, inspirés par les uniformes bariolés des soldats qui circulent dans les villes. Les masculinités du temps de guerre s'expriment ainsi dans le port d'armes et les accoutrements ostensibles.

Si les hommes sont soumis au service armé, les femmes subissent les effets indirects de la mobilisation. Nombre d'entre elles se trouvent fragilisées, sans le salaire du conjoint parti au front. Elles fournissent une main-d'œuvre bon marché aux municipalités, qui exploitent largement, sous couvert de charité, les ouvrières : leur salaire est inférieur au moins de moitié à celui des ouvriers, lorsqu'elles ne sont pas payées à la pièce. Certaines mettent alors en place des stratégies de survie connues par les demandes de secours qu'elles adressent aux municipalités : se marier ou émigrer en font partie.

Les femmes de la bourgeoisie fournissent quant à elles un travail bénévole, notamment en assurant la logistique des dons patriotiques. D'autres s'invertissent dans la communication politique, en soutien à leur mari, à l'image d'Euphémie Vauthier à Toulouse. Dans les familles républicaines, les épouses et les filles se trouvent cependant largement exclues de la vie politique, renvoyées à un rôle domestique auquel donnent accès plusieurs correspondances (Élise Duportal, Laura Marx-Lafargue, Juliette Drouet). La guerre vient ainsi renforcer l'ordre de genre.

La troisième partie de la thèse est consacrée aux communes dans la Commune, ainsi que les contemporains qualifient les tentatives révolutionnaires menées dans ce cadre institutionnel de 1870-1871. À l'automne 1870, les villes du Sud sont au cœur des projets révolutionnaires d'hommes venus d'ailleurs, alors que Paris, assiégée, est inaccessible. Le russe Michel Bakounine s'empare ainsi brièvement de l'hôtel de ville lyonnais, en compagnie de ses amis de l'Association internationale des travailleurs. L'aventurier Gustave Cluseret, qui a combattu pendant la guerre de Sécession, tente sa chance à Lyon, puis à Marseille, où la commune révolutionnaire qui domine la ville quelques jours en novembre 1870 le nomme général. Quant à l'américain Georges Train, il cherche à vendre des armes, sous couvert de soutien à une insurrection marseillaise.

L'une des tentatives révolutionnaires les plus marquantes a lieu à Lyon, le 20 décembre 1870 : des archives jamais étudiées jusque-là m'ont permis d'en relire le déroulement comme les effets de moyen et de long terme. En effet, il s'agit du seul mouvement de la période dans lequel les femmes tiennent le premier rôle. Ce jour-là, dans le quartier de la Croix-Rousse, le projet initial des manifestants de descendre sur l'hôtel de ville se transforme en effet en cortège d'exécution d'un commandant de la garde nationale accusé d'avoir tiré sur la foule, le commandant Arnaud. Des cartouchières sont contraintes de participer à la manifestation, vêtues de tenues de deuil et brandissant des drapeaux rouges et noirs. Certaines en revanche participent activement et volontairement au cortège, et décident de poursuivre le but initial une fois les meneurs partis, après l'exécution d'Arnaud. Elles parviennent à entrer dans la préfecture et à confronter le préfet, avant qu'une importante répression ne s'abatte sur le quartier dans les semaines suivantes.

Au printemps, lorsque s'installe la Commune de Paris, les mouvements des villes du Sud restent localisés : à Lyon, si l'hôtel de ville est occupé en mars 1871, seule la mairie de La Guillotière est le théâtre d'une tentative révolutionnaire en avril. À Marseille, le bâtiment de la préfecture est le point d'ancrage du mouvement en avril-mai 1871, sans que celui-ci essaime véritablement dans la ville. À Toulouse, les révolutionnaires occupent brièvement la préfecture, quand les partisans de la Commune ne parviennent à Bordeaux qu'à monter la garde autour des affiches en sa faveur. Cette faiblesse révolutionnaire gagne à être appréhendée par les objets, qui permettent de comprendre les défections et les décalages chronologiques : à Lyon, le drapeau rouge qui flottait sur l'hôtel de ville à partir du 4 septembre 1870, objet d'un large consensus parmi les républicains, y compris modérés, perd sa légitimité auprès de beaucoup d'entre eux après l'affaire Arnaud ; les affiches, supports de communication révolutionnaire majeurs, sont peu diffusées lors des tentatives lyonnaises du printemps et pâtissent de l'anonymat de leurs signataires ; à Marseille, les cartouches manquent et les révolutionnaires échouent à se servir des canons dont ils s'emparent ; quant aux bons de ravitaillement fournis par ceux qui prennent le pouvoir municipal à Lyon ou à Marseille, ils sont refusés par les commerçants, jetant le discrédit sur la capacité des autorités révolutionnaires à nourrir leurs troupes.

En outre, celles-ci manquent : les ouvrières de la Croix-Rousse, durement réprimées après l'affaire Arnaud, ne descendent pas dans la rue au printemps, et la traditionnelle colline des insurrections reste à l'écart des journées révolutionnaires ; à Marseille et à Lyon, nombre de révolutionnaires relatent leur lassitude devant la répétition des mêmes scripts insurrectionnels depuis le printemps ; beaucoup regrettent, au printemps 1871, le manque d'incarnation charismatique dans les mouvements – les révolutionnaires notables étant en prison, en fuite ou à Paris – ; les gardes nationaux, susceptibles de faire basculer une insurrection, ne répondent souvent plus au rappel. Quant au pouvoir issu des élections du 8 février 1871 et réfugié à Versailles, il s'efforce de neutraliser les mouvements révolutionnaires du sud comme le soutien à la Commune de Paris en empêchant la tenue des congrès projetés par les villes. La Commune de Paris ne bénéficie donc pas d'un soutien efficace des villes du Sud qui, selon Thiers lui-même, aurait modifié le cours des événements. En dépit de populations urbaines largement républicaines et favorables aux revendications parisiennes, le décalage chronologique entre Paris et la province pèse lourdement sur l'issue du mouvement de la capitale.

L'autonomie acquise par les villes pendant la guerre est d'ailleurs rapidement mise à mal par la reprise en main du pouvoir central. La garde nationale est supprimée et les hommes désarmés. Les municipalités sont condamnées à de lourdes amendes pour les dégâts liés aux communes, qui grèvent durablement leurs finances. À Marseille, la répression est particulièrement sévère, d'abord le 4 avril 1871, lorsque la préfecture est bombardée, puis dans les années suivantes, par une surveillance politique serrée, doublée d'une politique migratoire restrictive à l'égard des Italiens.

Le 4 septembre 1870, naît ainsi un régime dans lequel la révolution et la République se confondent d'emblée avec la guerre. Cette association initiale alimente un processus politique qui sépare les genres, hiérarchise les rôles et participe, dans les mois fondateurs, à refouler la question de la citoyenneté des femmes au profit de demandes militaires masculines. La dynamique révolutionnaire elle-même s'en trouve infléchie : elle se focalise sur la défense et y subordonne l'élargissement des droits. Si les villes apparaissent comme des laboratoires républicains, une approche sous l'angle de l'histoire matérielle et du genre permet ainsi de saisir finement les mécanismes révolutionnaires et de comprendre les décalages chronologiques entre Paris et la province. Ce sont ainsi les débuts de la Troisième République qui se trouvent envisagés à nouveaux frais.